



## NOTE D'INFORMATION

# L'UNIFEM dans le monde

L'UNIFEM est le fonds de développement des Nations Unies pour la femme. L'UNIFEM travaille en vertu du principe que chaque femme a le droit fondamental de vivre une existence exempte de discrimination et de violence, et que l'égalité des sexes est essentielle pour réaliser le développement et édifier des sociétés plus justes. Travaillant dans le monde entier en vue de promouvoir les droits des femmes et l'égalité des sexes, il fournit une aide financière et technique à des programmes et des initiatives novateurs qui favorisent l'autonomisation des femmes.

Les engagements internationaux en faveur des droits fondamentaux des femmes, en particulier deux accords internationaux, servent de cadre aux travaux de l'UNIFEM : le Programme d'action de Beijing adopté lors de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, ainsi que la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), connue comme la Déclaration des droits des femmes, et qui célèbre son 30<sup>ème</sup> anniversaire cette année. L'esprit de ces accords a été réaffirmé par la Déclaration du Millénaire et les huit objectifs du Millénaire pour le développement : lutter contre la pauvreté, la faim, la maladie, l'inégalité entre les sexes, l'analphabétisme et construire des partenariats pour le développement – avec la date-butoir de 2015. En outre, les quatre résolutions du Conseil de sécurité 1325, 1889, 1820 et 1888, qui mettent l'accent sur le rôle des femmes au niveau de l'établissement et de la consolidation de la paix, ainsi que sur la violence sexuelle dans les conflits et la protection des civils, sont des étapes déterminantes pour les travaux de l'UNIFEM.

Créé en 1976, l'UNIFEM a influencé les vies de nombreuses femmes à travers le monde. Il trouve des moyens efficaces d'appuyer les propres priorités des femmes en matière de développement, et est souvent le premier à faire la démonstration de ce qui marche pour les femmes. L'UNIFEM maintient des liens solides avec les organisations de femmes et les gouvernements, les reliant avec le système des Nations Unies pour participer à l'action politique nationale et internationale et pour impulser un élan vers le changement.

L'UNIFEM concentre ses activités sur quatre domaines thématiques :

- Renforcer la sécurité et les droits économiques des femmes;
- Mettre fin à la violence contre les femmes;
- Réduire la prévalence du VIH et du sida chez les femmes et les filles ; et
- Promouvoir la justice pour les femmes au niveau de la gouvernance démocratique dans les états stables et fragiles.

## **Renforcer la sécurité et les droits économiques des femmes**

L'UNIFEM travaille à renforcer la sécurité économique des femmes en renforçant leurs droits à la terre et à l'héritage, en renforçant leur accès à des travaux décents, et en autonomisant les travailleuses migrantes tant les pays de provenance que de destination. Pour contrôler la manière dont les gouvernements sont en train de mettre en œuvre leurs engagements en faveur des femmes, il est crucial de suivre l'argent. L'UNIFEM travaille donc à appuyer les initiatives nationales et locales en vue d'intégrer une démarche tenant compte des sexospécificités dans les processus de budgétisation ainsi que d'incorporer des données ventilées par sexe dans l'élaboration des politiques publiques dans plus de 40 pays.

*Par exemple* : En Bolivie, la Loi pour la participation populaire a permis d'instaurer une participation citoyenne dans les plans de développement locaux. Appuyé par l'UNIFEM, l'Instituto de Formación Femenina Integral de Cochabamba a mobilisé et formé des membres des organisations de femmes locales en vue d'utiliser ces opportunités et d'intégrer une démarche tenant compte des sexospécificités dans les politiques publiques locales, notamment dans les budgets municipaux.

## **Mettre fin à la violence contre les femmes**

La violence contre les femmes constitue la violation des droits de l'homme la plus répandue. Sur la base des données de pays disponibles, on estime que jusqu'à 70% des femmes subissent des violences physiques ou sexuelles de la part des hommes au cours de leur existence – la majorité de la part d'une personne de connaissance. Malgré les nombreux progrès réalisés aux niveaux juridique et politique, de nombreux écarts subsistent. L'UNIFEM travaille sur plusieurs fronts, y compris en appuyant les réformes juridiques et la prévention au niveau local et en partenariat entre les divers secteurs, en vue de renforcer l'appropriation communautaire et l'engagement des hommes. L'UNIFEM joue également un rôle déterminant pour ce qui est d'appuyer la campagne de premier plan Tous UNiS lancée par le Secrétaire général des Nations Unies, en particulier grâce à son initiative de mobilisation *Dites NON – Tous UNiS pour mettre fin à la violence contre les femmes*.

*Par exemple* : les statistiques indiquent qu'en Afghanistan, plus de 87% des femmes subissent des violences domestiques, ce qui en fait l'un des pays les plus dangereux quand on est une femme. Depuis 2008, des centres d'orientation fournissent un refuge ainsi que des conseils juridiques 24 heures sur 24 sur les cas relatifs au développement, au divorce, à la violence domestique et aux droits de propriété. Ne comportant que des employées femmes et exclusivement à l'usage des femmes, les centres ont été créés par le gouvernement avec l'appui de l'UNIFEM, et des plans sont en cours pour les généraliser à l'ensemble des 34 provinces afghanes.

## **Inverser la prolifération du VIH et du sida chez les femmes et les filles**

L'épidémie de VIH et de sida prend de plus en plus un visage féminin : plus de 60% des 15-24 ans vivant avec le VIH et le sida sont aujourd'hui des femmes. L'UNIFEM se concentre à renforcer les politiques et à les traduire en des stratégies efficaces sur le terrain, et aide les femmes séropositives dans leurs efforts de mobilisation, pour une vie exempte de rejet et de violence.

*Par exemple* : Le travail déterminant de l'UNIFEM en matière de VIH et de sida au Kirghizstan a aidé à améliorer la législation nationale, ainsi qu'à renforcer la capacité et provoquer des changements de comportement chez les fonctionnaires, les travailleurs sociaux, les organisations de femmes et les médias. Le travail a été repris par les partenaires pour couvrir

la région d'Asie centrale dans son ensemble, avec l'appui technique de l'UNIFEM, en vue d'établir un système régional de formation et de former une nouvelle fois des spécialistes en matière de prévention et de traitement du VIH et du sida.

**Promouvoir la justice pour les femmes en matière de gouvernance démocratique dans les états stables et fragiles**

Les femmes demeurent largement sous-représentées dans les assemblées nationales ou locales, n'occupant en moyenne que quelque 15% des sièges dans les parlements nationaux au niveau mondial. En situations postconflictuelles, il est crucial que les femmes soient impliquées au moment où les processus électoraux, les nouvelles constitutions et les structures législatives sont en train d'être créées.

*Par exemple* : Dans les états de Khartoum et du Nord du Soudan, l'analyse du droit électoral est en train d'être utilisée pour sensibiliser le public et pour obtenir son engagement en faveur de la défense des droits des femmes dans les processus électoraux, avant les élections présidentielle et parlementaire de 2010. Au Timor-Leste, le mandat des forces de maintien de la paix a été renforcé en vue de prévenir la violence sexuelle systématique et d'appuyer la participation des femmes dans la consolidation de la paix, suite à l'adoption de la résolution 1820 du Conseil de sécurité en 2008, et grâce à l'appui technique de l'UNIFEM.

Pour de plus amples informations sur l'UNIFEM, veuillez consulter [www.unifem.org](http://www.unifem.org).